

Calle et au Colo ; à ce prix la compagnie avait le privilège exclusif des importations de nos fabriques à Alger, et de l'exportation de la cire, de la laine, des cuirs et surtout des grains. Le gouvernement français intervenait seulement dans ces spéculations comme lien d'autorité et de garantie, mode qui distinguait la France des autres puissances dans leurs relations commerciales avec la Barbarie.

La compagnie d'Afrique mettait annuellement en mer cinquante bâtimens faisant douze mille tonneaux (1), à peu près huit cents marins, et faisait circuler près de quatre millions pour ses exportations et importations.

Ce mouvement de départ et d'arrivée successifs, de décharge et de réexportation pour l'intérieur, pour nos ports, pour l'Italie, pour l'Espagne, entretenait à Marseille une manipulation et une école de marins utile sous tous les rapports.

La pêche du corail était aussi une des principales concessions exclusives de la compagnie d'Afrique ; elle avait acquis une grande activité à Marseille depuis que cette ville avait enlevé à Livourne la manière de mettre en œuvre et de travailler cette production marine.

Tel était l'état de la compagnie d'Afrique

(1) On sait qu'un tonneau de mer est un poids de 2,940 ; il n'est cependant compté que pour 2000 livres, poids de marc.

lorsque la suppression en fut prononcée par une loi de l'assemblée constituante de 1791.

On crut remarquer ensuite que ce changement avait entraîné des inconvéniens, que le commerce avait peu profité des avantages de la liberté, et que la nature particulière des établissemens français en Barbarie demandait le rétablissement du précédent ordre de choses.

Un arrêté du gouvernement (1) rétablit la compagnie d'Afrique, supprimée en 1791 : il porte, article 1^{er}, que cette compagnie est rétablie, que l'agence d'Afrique existant à Marseille cessera ses fonctions ; 2^e que la créance de la compagnie sur l'état sera constatée d'après les inventaires authentiques qui furent dressés à l'époque de sa suppression ; 3^e que cette compagnie rentre dans la jouissance de ses établissemens en Barbarie, de ses comptoirs et dépendances dans l'état où ils sont, et la valeur estimative de ces objets ne pourra être comprise dans la liquidation de sa créance sur l'état ; 4^e que toutes les concessions commerciales accordées par la régence d'Alger d'après le traité de 1694 sont également rendues à la compagnie pour les exploiter à ses risques et périls, à l'exception de la pêche du corail, qui exige des dispositions particulières ; 5^e que, pour mettre la compagnie en état de rétablir l'activité de ses

(1) 27 nivôse an IX, 17 janvier 1801.

opérations, il lui sera compté dès à présent par le gouvernement trois cent mille francs imputables sur sa créance sur l'état; 6° la direction de la compagnie sera rétablie, et sera composée d'un directeur principal et de deux adjoints pris dans le sein des actionnaires; 7° l'administration et direction de la compagnie sera sous la surveillance du ministre de l'intérieur; 8° les limes dues à la régence d'Alger et au bey de Tunis seront annuellement payées par le gouvernement, qui s'en indemnisera au moyen d'une rétribution à prélever sur la compagnie d'Afrique et sur celle qui sera chargée de la pêche du corail; 9° le gouvernement fixera la partie proportionnelle de ces limes à payer par chacune de ces deux compagnies.

Par un autre arrêté du gouvernement du même jour, on établit une compagnie pour la pêche du corail.

« Cette compagnie ne pourra employer que des marins français; aucun bateau pêcheur ne pourra être armé ni recevoir son expédition que dans les ports de la république; il ne pourra consommer la quarantaine dans un port étranger: l'administration de la compagnie résidera à Ajaccio, département du Liamone; elle sera tenue d'établir dans le même port une manufacture de corail; ce corail ne sera vendu à l'étranger qu'ouvré; la compagnie aura pour tout ce qui est relatif à la pêche du corail la jouissance des magasins ou établissemens si-

tués sur les côtes d'Afrique, moyennant une indemnité qui sera payée de gré à gré à l'ancienne compagnie du commerce d'Afrique. Les limes dues aux régences d'Alger, de Tunis et autres puissances barbaresques seront payées annuellement par le gouvernement, qui s'en indemnisera au moyen d'une rétribution à prélever sur les deux compagnies: néanmoins la compagnie de la pêche du corail ne pourra être taxée au-delà de cent francs par an par gondole. Il sera pris des mesures pour établir au plus tôt à Ajaccio un lazaret, où les bateaux pêcheurs feront leur quarantaine; à cet effet la compagnie traitera avec le gouvernement. L'administration de la compagnie de la pêche du corail est sous l'attribution du ministre de l'intérieur. »

Il paraît qu'on s'aperçut promptement du vice de ces deux réglemens, dont l'exécution se trouvait compliquée de trop de détails. En conséquence le gouvernement revint sur ses arrêtés, et par celui du 17 floréal an X (7 mai 1802) il ordonna que la compagnie d'Afrique supprimée par la loi du 29 juillet 1791, qui avait le privilège exclusif de la pêche du corail et celui de l'exploitation des concessions faites à la France par les puissances barbaresques, resterait définitivement supprimée, et qu'une autre serait établie pour jouir des avantages et prérogatives stipulés dans les derniers traités; que la pêche du corail demeurerait libre à tous les Français,

moyennant une rétribution payée à la compagnie par chaque bâtiment pêcheur, et dont la quotité serait fixée tous les ans par le gouvernement.

La pêche du corail est donc exploitée librement aujourd'hui ; cependant on peut encore dire qu'elle est entièrement entre les mains de la compagnie, à qui des concessions et privilèges permettent de la faire avec un avantage et des facilités que n'a pas le commerce particulier.

Pour en donner une idée plus complète, nous mettrons sous les yeux du lecteur un tableau exact, dressé d'après des documens authentiques, des lieux sur la côte d'Afrique, où elle se pratique aujourd'hui.

Lieux sur la côte d'Afrique où se fait la pêche du corail, les distances de la côte et la profondeur des fonds.

LIEUX OU L'ON PÊCHE.	LEUR DISTANCE de la côte.	FOND où les pêcheurs opèrent.
Cap Bon.	4 à 10 milles.	40 à 90 brasses.
Les Écueils - des-deux- Frères, près Carthage.	1 mille.	55 br.
Cap blanc.	4 à 6 milles.	55 br.
	5 à 6 milles.	70 à 80 br.
Ile del Canis.	Plus au large 20 milles.	70 à 90 br.
Ile de la Galite.	7 à 8 milles.	60 à 80 br.
Cap Negro.	6 à 7 milles.	60 br.
Tabargue.	10 à 12 milles.	75 br.
Cap Roux.	7 à 10 milles.	80 br.
La Calle, connue sous le nom de Calle de France (1).	5 à 20 milles.	60 à 100 br.
La Calle vieille, au midi de la Calle de France.	6 à 15 milles.	45 à 100 br.
Baie de Bonne.	12 à 15 milles.	60 à 75 br.
Parage de Tore-de- Garde.	7 à 20 milles.	40 à 90 br.
Cap de Ferro.	1/4 de mille à 3 milles.	20 à 35 br.
Parages de Gigeri.	10 à 12 milles.	70 à 75 br.
Baie de Bougie ou Bu- gie.	7 à 12 milles.	10 à 35 br.

(1) Le corail qui est extrait des parages du cap Roux et de la Calle, connue sous le nom de *Calle de France*, est le plus estimé par le vermeil de son coloris et le degré de sa dureté, qui le rend moins susceptible d'être piqué par les insectes.

Nous avons vu précédemment que la compagnie d'Afrique attacha des corailleurs corses à son service; ils composaient les équipages de douze bateaux de la compagnie, ce qui formait plus du tiers des Provençaux qu'elle occupait pour le même objet. Mais l'intérêt que doit inspirer l'amélioration de ce peuple réuni à la France nous engage à entrer dans plus de détails sur les motifs qui dirigèrent la compagnie.

Les Corses, satisfaits de leurs bénéfices, multiplièrent leurs demandes pour être admis à ce service; mais les ressources locales réduisaient d'une part les moyens de construction (les corallines de la compagnie étaient construites et réparées à la Calle en Afrique, où on transportait les équipages soit de France, soit de l'île de Corse); et d'ailleurs on commençait à remarquer dans les mers de la concession, exploitées depuis plus de cinquante années, un épuisement qui indiquait d'y borner les travaux. Cette nécessité avait encore pour cause de ménager les puissances du pays, qui auraient peut-être conçu de l'ombrage en voyant un trop grand nombre d'étrangers dans l'établissement de la Calle: cependant la compagnie forma des projets d'agrandissement en cultivant les dispositions favorables du bey de Tunis; le nombre de ses corallines augmenta sur les côtes d'Afrique plutôt que de diminuer; elle reconnut de plus en plus l'appétit des corailleurs corses; M. le comte de

Marbeuf, gouverneur de l'île, recommanda leur industrie à la cour de France, et la compagnie délégua un de ses agens à Ajaccio, qui fut chargé de faire annuellement des levées de pêcheurs, de déterminer les conditions de leurs engagements et d'en assurer l'exacte exécution. Ce dernier objet fut difficile; la compagnie eut souvent à se plaindre de contraventions; lorsque les prohibitions notifiées par le roi en 1775 retinrent les corailleurs corses dans l'inaction, plusieurs d'entre eux s'unirent aux Napolitains, qui paraissaient sur les côtes d'Afrique en contravention au privilège de la compagnie. Les choses allèrent même au point qu'on vit en 1779 une flottille de trente bateaux corses aller audacieusement pêcher dans les parages de la Galite (1); de vives réclamations s'ensuivirent, et bientôt la sévérité du gouvernement, qui grâce aux instances de M. de Marbeuf n'eurent aucune suite. Mais l'année suivante, les Corses ayant usé de la même liberté, trente patrons de barques furent emprisonnés et les hommes de leurs équipages signalés pour ne point être embarqués jusqu'à nouvelle décision: cependant les réclamations d'un grand nombre de familles appuyées de l'intervention de M. de Marbeuf, ce sage adminis-

(1) La Galite est une petite île de la Méditerranée entre la Sardaigne et les côtes d'Afrique à trente-trois lieues N.-O. de Tunis.

trateur, obtinrent l'élargissement des détenus et la levée de l'empêchement de naviguer pour les matelots, sauf à la compagnie d'Afrique d'avoir son recours contre eux.

Cette compagnie ne fut pas long-temps sans s'apercevoir du tort que lui faisait la fraude des pêcheurs corses et provençaux; aussi fit-elle de nouvelles démarches auprès du gouvernement pour éloigner des mers d'Afrique les interlopes italiens et français, qui envahissaient son privilège, et avaient diminué les produits de la pêche des trois quarts.

Ses recettes, qui antérieurement à 1777 s'élevaient à près de trente-six mille kilogrammes, furent en effet réduites pendant les années 1777, 1778, 1779, 1780, aux quantités suivantes, prises sur une année moyenne des quatre; savoir:

Corail de première qualité . . .	375 kilogrammes.
Corail dit <i>branchettes</i>	3,894 <i>idem</i> .
Même, y compris celui de la qualité dite <i>fondettes</i> (1). . .	5,394 <i>idem</i> .
Total	9,663 kilogrammes.

La compagnie, qui avait cessé d'employer les Corses à cause de leur fraude, renoua cepen-

(1) Les *fondettes*, peu estimées, étaient exclues des recettes de la compagnie, soit par les défenses de ces mélanges, soit par le vrai prix auquel elle les évaluait. Ces *fondettes* ne sont que des germes dont un enlèvement trop hâtif détruit la reproduction.

dant des liaisons avec eux, et le fit même avec une préférence marquée, puisqu'elle voulut recruter ses équipages parmi ces insulaires.

En conséquence, elle fit lever en avril 1787 trois cent sept hommes à Ajaccio; savoir: vingt-quatre patrons, cent cinquante-cinq matelots, vingt-huit mousses: leur engagement était fixé pour trois années; c'est le terme du service dans l'établissement de la compagnie. Elle ordonna encore d'autres levées en Corse, telles que celle de 1788 pour trois équipages de gondole; celle de 1789 pour douze équipages; de 1790 pour trois équipages; ce qui montre que cette île peut offrir de faciles recrues pour ce service de mer.

Les opérations de la compagnie en ce qui concerne la pêche du corail se ralentirent vers 1791; une longue exploitation qui avoit épuisé les produits, et les dommages que lui avait fait éprouver la contrebande, qu'elle ne put jamais complètement réprimer, en étaient la cause. Ce fut à la même époque qu'un décret de l'assemblée nationale la supprima; mais, comme les concessions faites à la France par les régences n'avaient pas cessé de nous appartenir, on nomma une agence pour en diriger l'administration, et cette agence fixa sa résidence à Marseille; elle fut elle-même supprimée au moment où l'on rétablit la compagnie d'Afrique.

Quelques plaintes s'étaient élevées sur la ma-

nière dont les agens du gouvernement français en Barbarie exigeaient les taxes levées sur les cargaisons de corail et les bateaux qui en font la pêche.

Le conseil général de la Corse se rendit l'interprète du mécontentement des armateurs ; il adressa en 1818 aux ministres du roi un mémoire sur les difficultés qu'ils éprouvaient. Ces plaintes ont provoqué des explications officielles ; nous en consignerons ici les résultats, car ce n'est qu'ainsi qu'on peut faire connaître le véritable état des choses et l'esprit de l'administration.

Nous transcrivons la partie de la lettre du ministère des affaires étrangères, adressée au préfet de la Corse (1), qui en présente le résumé et répond aux objections.

« Une délibération du département de la Corse appelle l'attention du gouvernement sur le régime de la pêche du corail à la côte d'Afrique ; mais le conseil ne fait que revenir sur des objets déjà discutés et réglés, en adoptant toutes les plaintes que quelques patrons ont indistinctement répandues.

» La régence d'Alger avait donné la pêche du corail aux Anglais. Plusieurs motifs politiques

(1) M. le comte général de Vignole, militaire distingué, administrateur éclairé, homme probe, judicieux, attaché à son roi, à sa patrie, est mort il y a un an.

ont engagé le gouvernement à se faire rendre les concessions d'Afrique, qui comprennent la pêche ; mais il a fallu les payer à la régence à un très-haut prix : en cherchant à rétablir une compagnie pour exploiter une partie de ses privilèges, le désir de l'administration est d'éviter de comprendre dans ce qu'on abandonnerait à cette association la pêche du corail, quoique autrefois elle fût exclusivement réservée à la compagnie d'Afrique. Le but de cela est d'y faire participer les bateaux de la Corse comme ceux de tout autre port ; mais en ce cas il est bien indispensable qu'ils paient une rétribution qui concoure à payer le prix stipulé avec la régence : son excellence M. le duc de Richelieu en a réglé le taux, conformément à ce que les Anglais exigeaient lorsque la pêche leur appartenait ; il n'y a donc rien de nouveau ni d'arbitraire dans la contribution que les agens français à Alger ont dû exiger de chaque gondole. Quelques patrons ont pris la fuite, disent-ils, pour s'y soustraire, tandis que, d'après leurs propres rapports, communiqués par votre prédécesseur, il y aurait lieu à sévir contre eux ; ils se sont néanmoins répandus en plaintes sur les traitemens qu'ils prétendent avoir reçus des agens consulaires : M. le duc de Richelieu, s'en étant fait rendre compte, a cru pouvoir prononcer que ces accusations étaient sans fondement. Et d'abord ils avaient dénoncé l'intervention d'un juif algérien qui

les rançonnait à Bonne ; on a reconnu que par cette fausse représentation ils entendaient M. *Isaac Rama*, négociant de Marseille, agent des concessions, auquel il n'y avait rien à reprocher : quoi qu'il en soit M. le duc de Richelieu a recommandé toute la justice possible et tous les ménagemens envers les navigateurs ; et d'après cela, je ne vois pas qu'il y ait aucun parti à prendre, à moins qu'il ne survienne de nouvelles plaintes sur des faits précis.

» Le conseil général adopte le récit d'une prétendue rétribution de quatre cents piastres par bateau. L'année passée il a été donné des permis de pêche à raison de trente-cinq piastres par mois ; et le taux arrêté pour l'avenir est de deux cent dix piastres fortes pour la pêche d'été, et quatre-vingt-dix piastres pour celle d'hiver ; si l'on a exigé au-delà, il faut le prouver, et il y sera porté remède ; mais on ne doit pas s'attendre à se soustraire à cette prestation. »

Si l'on résume ce qu'offre le nord de l'Afrique à l'activité du commerce, on voit qu'il s'y trouve des plumes d'autruche, de l'indigo, de l'or en poudre appelé *tibir*, des dattes, des raisins, des cuirs tannés, du cuivre, de la cire, de l'étain, des laines, des peaux de chèvre pour faire le maroquin, du corail, des blés, de l'orge, des fèves, du millet et enfin des chevaux.

Les Européens, et particulièrement les Fran-

çais, envoient dans ce pays des draps de France, d'Espagne, d'Angleterre, de toutes les couleurs, et à peu près de la même finesse et qualité que ceux destinés aux Échelles du Levant ; surtout des draps écarlate, des velours, des taffetas unis et rayés, des toiles de Bretagne, de Rouen, de Hollande, des mousselines pour faire des turbans, des bonnets fins, rouges, noirs, à l'usage des Maures et des juifs ; de la soie apprêtée pour les manufactures qui sont établies à Tunis et à Maroc, et où les Maures les portèrent quand ils furent chassés d'Espagne (1) ; des épiceries, des drogues, du coton, du tabac, du sucre, du bois de campêche, de l'alun, du soufre, de la cochenille et autres drogues propres à la teinture ; du papier, de l'acier, du fer, du plomb, enfin de la quincaillerie et mercerie, des couteaux, ciseaux, des épingles, aiguilles, miroirs de poche, des peignes de buis et d'ivoire.

(1) Il faut dater l'expulsion des Maures de l'Espagne, d'où ils passèrent en Afrique, de la fin du quinzième siècle. L'histoire nous apprend qu'en effet, après de longues guerres entre les rois d'Espagne et les princes maures, Isabelle et Ferdinand firent leur entrée à Grenade, capitale des rois maures en Espagne, le 2 janvier 1492. Isabelle et Ferdinand allèrent d'abord à la grande mosquée, qui fut changée en église, et où ils rendirent grâce à Dieu du triomphe de leur religion sur les infidèles. Ainsi tomba cette ville fameuse, et avec elle la puissance des Maures en Espagne, après avoir duré sept cent quatre-vingt-deux ans depuis la conquête de Tarik.